Grande annonce faite par le ministre du budget : 50 inspecteurs supplémentaires vont être nommés pour démontrer la volonté de lutter activement contre la fraude fiscale. Concrètement, cela se traduit par 14 promotions supplémentaires en liste d’aptitude et des appels sur les listes complémentaires des concours internes et externes d’inspecteurs (respectivement 22 et 14).

Pour la CGT Finances Publiques, il ne suffit pas de faire de l’affichage pour lutter activement contre la fraude fiscale. Alors que la DGFiP ne compte que 5000 vérificateurs, augmenter leur nombre de 1% n’aura que peu d’incidences au regard des besoins réels.

La CGT Finances Publiques revendique également le remplacement des agents de catégorie B promus, pour ne pas déstabiliser l’équilibre des missions déjà mis à mal par les suppressions d’emploi massives subies.

Pour la CGT Finances Publiques, c’est par le renforcement des missions et des moyens dévolus à celles-ci que le gouvernement pourra lutter activement contre la fraude, et mener une politique sociale digne de ce nom.

- -A
- +A
- Version imprimable
- version PDF

Leave this field blank